

CHAMBRE DES COMMUNES

Le jeudi 10 avril 1975

La séance est ouverte à 2 heures.

AFFAIRES COURANTES

[Traduction]

LA SITUATION ÉCONOMIQUE

DEMANDE DE RECHERCHE DES MOTIFS DE LA RÉDUCTION DES INVESTISSEMENTS DES FILIALES CANADIENNES DE SOCIÉTÉS AMÉRICAINES—RECOURS À L'ARTICLE 43 DU RÈGLEMENT

M. Sinclair Stevens (York-Simcoe): Monsieur l'Orateur, je prends la parole au sujet d'une question de nature urgente et de nécessité pressante. Cette question fait suite à un relevé du ministère du Commerce aux États-Unis révélant que les filiales canadiennes de sociétés américaines réduiront le niveau réel de leurs investissements en 1975 bien en deçà du niveau donné dans le dernier relevé de Statistique Canada. Étant donné la grande importance des investissements effectués par les filiales américaines pour l'économie canadienne en général et plus particulièrement pour la stratégie du ministre des Finances fondée sur l'accroissement de l'offre, je propose, appuyé par le député de Don Valley (M. Gillies):

Que la Chambre charge le ministre de l'Industrie et du Commerce de s'enquérir immédiatement si les filiales américaines se proposent de réduire leurs investissements au Canada et de demander à ses homologues aux États-Unis pourquoi une réduction de ce genre s'impose; en outre, que cette Chambre charge le secrétaire d'État aux Affaires extérieures de découvrir toutes les modifications apportées à la politique du gouvernement américain qui pourraient influencer sur les investissements que les filiales américaines se proposaient de faire au Canada.

M. l'Orateur: La motion est présentée en vertu de l'article 43 du Règlement et ne peut être débattue sans le consentement unanime de la Chambre. Y a-t-il consentement unanime?

Des voix: D'accord.

Des voix: Non.

* * *

L'AGRICULTURE

DEMANDE D'AIDE FÉDÉRALE EN FAVEUR DE L'OFFICE CANADIEN DE COMMERCIALISATION DES ŒUFS—RECOURS À L'ARTICLE 43 DU RÈGLEMENT

M. Bill Jarvis (Perth-Wilmot): Monsieur l'Orateur, aux termes de l'article 43 du Règlement, je demande à proposer une motion concernant l'annonce d'un accord intervenu entre le ministre fédéral de l'Agriculture et ses homologues provinciaux au sujet de mesures qui donnent à l'Office canadien de commercialisation des œufs un plus grand contrôle sur la production et la mise en marché des œufs. Avec l'appui du député de Grenville-Carleton (M. Baker), je propose:

Que la Chambre ordonne au ministre de l'Agriculture de donner à l'Office de commercialisation tout l'appui et toute l'aide nécessaires pour qu'il exerce ses nouveaux pouvoirs avec plus d'efficacité et pour que la destruction des œufs devienne chose du passé.

M. l'Orateur: A l'ordre. La motion est proposée en vertu de l'article 43 du Règlement et elle exige le consentement unanime de la Chambre. Y a-t-il consentement unanime?

Des voix: D'accord.

Des voix: Non.

* * *

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

DEMANDE D'ENQUÊTE SUR LES DÉCLARATIONS DES AUTORITÉS MILITAIRES FRANÇAISES AU SUJET DE L'ARRAISonnement DU «GREENPEACE III»—RECOURS À L'ARTICLE 43 DU RÈGLEMENT

M. Stuart Leggatt (New Westminster): Monsieur l'Orateur, je veux aussi présenter en vertu de l'article 43 du Règlement, une motion portant sur une affaire urgente de nécessité pressante. Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. MacEachen) a déclaré hier qu'il n'y a pas eu d'entretiens entre les représentants de son ministère et les autorités françaises au sujet de représailles par le Canada pour l'arraisonnement du *Greenpeace III* par les autorités françaises, c'est pourquoi, appuyé par le député de Winnipeg-Nord-Centre (M. Knowles) je propose:

Que les déclarations graves faites par les autorités militaires françaises fassent l'objet d'une enquête publique aux termes de la loi sur les enquêtes.

M. l'Orateur: Cette motion présentée en vertu de l'article 43 du Règlement ne peut être débattue sans le consentement unanime de la Chambre. Y a-t-il consentement unanime?

Des voix: D'accord.

Des voix: Non.

QUESTIONS ORALES

[Traduction]

QUESTIONS OUVRIÈRES

LA GRÈVE DES DÉBARDEURS AU QUÉBEC—LES MESURES ENVISAGÉES PAR LE GOUVERNEMENT

L'hon. Robert L. Stanfield (chef de l'opposition): Le ministre du Travail étant absent, monsieur l'Orateur, c'est au premier ministre suppléant que je poserai ma question. J'aimerais obtenir des renseignements au sujet de la grève des débardeurs qui paralyse les ports de Montréal, de Trois-Rivières et de Québec. Après les réponses très